

16 NOV. 2009

Q

Direction de la réglementation, des libertés publiques  
et de l'environnement  
Bureau de l'environnement

Arrêté préfectoral complémentaire prescrivant à la société CARRIERES CHOUVET  
des mesures relatives aux émissions sonores engendrées et à la surveillance des eaux souterraines  
pour son exploitation située sur le territoire communal de Fouquenies (60000) – lieudit “ les Pâtichaux ”

LE PREFET DE L'OISE  
Officier de la Légion d'Honneur

Unité Territoriale de l'Oise  
30 NOV. 2009

Vu le code minier et notamment ses articles 4 et 107 ;

Vu le code de l'environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup> et notamment ses articles R.512-31, R.512-33 et R.516-2 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement visé aux articles R 511-9 à R 511-10 du code de l'environnement ;

Vu l'ordonnance 2000-914 du 18 septembre 2000, relative à la partie législative du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les arrêtés ministériels des 10 février 1998 et 9 février 2004 relatifs à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique définissant les périmètres de protection du captage de Fouquenies en date du 4 octobre 1994 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 juin 2008 autorisant la société Carrières CHOUVET à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires sur le territoire communal de Fouquenies au lieudit “ les Pâtichaux ” ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2008 prescrivant à la société Carrières CHOUVET la réalisation d'une campagne de relevés sonores sur son site des “ Pâtichaux ” de la commune de Fouquenies ;

Vu le rapport et les propositions de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie en date du 07 septembre 2009 ;

Vu l'avis de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales en date du 6 mai 2009 ;

Vu l'avis en date du 22 septembre 2009 de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites siégeant en formation spécialisée dite des “ carrières ” ;

←

Vu le projet d'arrêté transmis au pétitionnaire le 29 septembre 2009 ;

Considérant que les dispositions de l'article R512-31 du code de l'environnement susvisé permettent la prise d'arrêtés complémentaires, sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, afin de fixer les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement rend nécessaire ;

Considérant que la réalisation d'une campagne de relevés sonores a permis d'établir l'ambiance sonore résiduelle actuelle du site et qu'il convient alors d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 juin 2008 précité sur les émissions sonores admissibles ;

Considérant que l'exploitation de la carrière de Fouquénies peut favoriser une pollution des eaux souterraines en cas de pollution des eaux de la nappe alluviale de la rivière Le Thérain et qu'il y a donc lieu de renforcer le suivi analytique de la qualité des eaux souterraines au droit du site ;

Considérant que les prélèvements et les analyses des échantillons d'eaux souterraines opérés dans le cadre du suivi environnemental de la carrière de Fouquénies doivent l'être par un intervenant agréé ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>** :

L'article " III.5.1 Bruits – Installations " de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 juin 2008 est remplacé par :

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé sont applicables à l'établissement. Notamment, l'activité du chantier ne doit pas être à l'origine, dans les locaux riverains habités ou occupés par des tiers ou au-delà d'une distance de 200 m par rapport aux limites autorisées, d'une émergence sonore supérieure à 6 dB(A) pour la période allant de 7h30 à 17h30 du lundi au vendredi ; de plus, elle n'engendre pas un niveau acoustique équivalent, mesuré en dB(A) suivant la norme S 31-010, supérieur à :

- Laeq : 48,5 dB(A) au droit des habitations de Fouquénies les plus proches ;
- Laeq : 47 dB(A) au droit de la plage du plan d'eau du Canada de Beauvais.

L'exploitant réalise périodiquement un contrôle des niveaux sonores engendrés par les activités de la carrière, au moins une fois par an. Il tient les résultats obtenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant deux ans. Le premier de ces contrôles est effectué dès l'ouverture de la carrière, au plus tard sous le délai de deux mois après celle-ci.

Rappel : Le Laeq est un niveau de pression acoustique équivalent obtenu sur une ou plusieurs périodes de mesure.

### **ARTICLE 2** :

L'article " IV.2.2 : Eaux souterraines " est remplacé par :

Les eaux souterraines au droit du site font l'objet d'un suivi analytique.

Des échantillons d'eau sont prélevés par un laboratoire agréé dans des piézomètres implantés l'un à l'amont hydraulique du site, l'autre à l'aval.

Les analyses sont réalisées semestriellement, en périodes de hautes et de basses eaux. Les paramètres concernés par ces analyses sont repris ci-après :

- Mesures in Situ (température de l'eau, pH, température de mesure du pH) ;
- Microbiologie ;
- Paramètres organoleptiques ;
- Paramètres physico-chimiques ;
- Cations ;
- Anions ;
- Cycle P ;
- Substances indésirables ;
- Micropolluants organiques.

Les résultats des analyses précitées sont communiqués dans la quinzaine suivant leur obtention à l'inspection des installations classées et à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales. De plus, l'exploitant les conserve à la disposition des mêmes services pendant une durée de 4 ans.

### **ARTICLE 3 :**

L'exploitant justifie des dispositions adoptées afin de garantir le respect de la cote minimale d'excavation de 61 m, fixée au titre IV.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 juin 2008. A cet effet, il mesure et enregistre notamment la cote minimale de l'excavation créée, chaque mois au moins, à l'avancement du chantier.

En cas de non-respect de la cote minimale d'excavation réglementaire, les dispositions fixées au titre II.8 de l'arrêté précité sont applicables.

L'exploitant adresse un mémoire actualisé des opérations précitées le 1<sup>er</sup> janvier, le 1<sup>er</sup> mars et le 1<sup>er</sup> juillet des années ou partie d'année d'exploitation de la carrière.

### **ARTICLE 4 :**

En cas de contestation, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le pétitionnaire et de quatre ans à compter de l'affichage pour les tiers.

### **ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Fouquénies, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **16 NOV. 2009**

pour le préfet,  
et par délégation  
le secrétaire général,

  
Patricia WILLAERT

Destinataires

Monsieur le directeur de la société Carrières CHOUVET

Monsieur le maire de Fouquénies

Monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur le chef de l'unité territoriale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement

Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales

Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours